

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/201827]

29 MARS 2018. — Décret modifiant les articles L1122-6, L1123-5, L1123-32, L2212-9 et L2212-42 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et insérant un article L2212-50bis (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article L1122-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par ce qui suit :

" Art. L1122-6. § 1^{er}. À l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, le conseiller communal peut prendre congé. Il notifie son congé au collège communal par écrit en indiquant la date de début et de fin. La durée du congé est de maximum 20 semaines. Il prend fin au plus tard 20 semaines après la naissance ou l'adoption.

§ 2. Dans le cadre d'une maladie nécessitant une absence, attestée par un certificat médical d'incapacité de trois mois minimum, le conseiller communal peut prendre congé pendant toute la durée couverte par ce certificat médical. Il notifie son congé, accompagné du certificat médical, au collège communal par écrit.

§ 3. Le conseiller communal, dont un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré inclus, sur attestation d'un certificat médical :

- souffre d'une maladie nécessitant une absence d'incapacité de trois mois minimum;
- nécessite l'assistance ou l'octroi de soins;
- nécessite des soins palliatifs,

peut prendre congé pendant toute la durée couverte par ce certificat médical. Il notifie son congé, accompagné du certificat médical, au collège communal par écrit.

§ 4. A l'occasion d'un séjour à l'étranger, de trois mois minimum et d'un an maximum, dans un cadre professionnel et attesté par son employeur ou par une déclaration sur l'honneur dans le cadre d'une profession libérale ou d'indépendant, le conseiller communal peut prendre congé. Il notifie son congé, accompagné des pièces justificatives, au collège communal par écrit. Le congé ne peut excéder un an par mandature.

§ 5. À l'occasion d'un séjour à l'étranger, de trois mois minimum et d'un an maximum, dans un cadre académique et attesté par son établissement d'enseignement, le conseiller communal peut prendre congé. Il notifie son congé, accompagné des pièces justificatives, au collège communal par écrit. Le congé ne peut excéder un an par mandature.

§ 6. À l'occasion des congés visés aux paragraphes 1^{er} à 5, le conseil communal procède au remplacement du conseiller communal pour la durée du congé si la majorité des membres du groupe auquel il appartient le demande.

Il est remplacé par le suppléant appartenant à sa liste et arrivant le premier dans l'ordre indiqué à l'article L4145-14, après vérification de ses pouvoirs par le conseil communal.

§ 7. Les paragraphes 1^{er} à 5 s'appliquent à partir de la première séance du conseil communal suivant celle au cours de laquelle le conseiller communal empêché a été installé. "

Art. 2. Dans l'article L1123-5, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, les mots ", § 2 " sont abrogés.

Art. 3. L'intitulé de la section 9 du chapitre III du titre II du livre Ier de la première partie du même Code est remplacé par ce qui suit :

" Du congé à l'occasion de la naissance d'un enfant, de l'adoption d'un enfant ou d'une maladie grave. "

Art. 4. L'article L1123-32 du même Code est remplacé par ce qui suit :

" Art. L1123-32. § 1^{er}. À l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, le bourgmestre ou l'échevin peut prendre congé. Il notifie son congé au collège communal par écrit en indiquant la date de début et de fin. La durée du congé est de maximum 20 semaines. Il prend fin au plus tard 20 semaines après la naissance ou l'adoption de l'enfant.

§ 2. Dans le cadre d'une maladie nécessitant une absence, attestée par un certificat médical d'incapacité de trois mois minimum, le bourgmestre ou l'échevin peut prendre congé pendant toute la durée couverte par ce certificat médical. Il notifie son congé au collège communal par écrit en indiquant la date de début et de fin.

§ 3. La demande de congé en qualité d'échevin ou de bourgmestre visée aux paragraphes ci-dessus est introduite si l'intéressé veut rester conseiller communal durant cette période. "

Art. 5. L'article L2212-9 du même Code est remplacé par ce qui suit :

" Art. L2212-9. § 1^{er}. À l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, le conseiller provincial peut prendre congé. Il notifie son congé au collège provincial par écrit en indiquant la date de début et de fin. La durée du congé est de maximum 20 semaines. Il prend fin au plus tard 20 semaines après la naissance ou l'adoption.

§ 2. Dans le cadre d'une maladie nécessitant une absence, attestée par un certificat médical d'incapacité de six mois minimum, le conseiller provincial peut prendre congé pendant toute la durée couverte par ce certificat médical. Il notifie son congé, accompagné du certificat médical, au collège provincial par écrit.

§ 3. Le conseiller provincial, dont un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré inclus, sur attestation d'un certificat médical :

- souffre d'une maladie nécessitant une absence d'incapacité de six mois minimum;
- nécessite l'assistance ou l'octroi de soins;
- nécessite des soins palliatifs,

peut prendre congé pendant toute la durée couverte par ce certificat médical. Il notifie son congé, accompagné du certificat médical, au collège provincial par écrit.

§ 4. A l'occasion d'un séjour à l'étranger, de trois mois minimum et d'un an maximum, dans un cadre professionnel et attesté par son employeur ou par une déclaration sur l'honneur dans le cadre d'une profession libérale ou d'indépendant, le conseiller provincial peut prendre congé. Il notifie son congé, accompagné des pièces justificatives, au collège provincial par écrit. Le congé ne peut excéder un an par mandature.

§ 5. À l'occasion d'un séjour à l'étranger, de trois mois minimum et d'un an maximum, dans un cadre académique et attesté par son établissement d'enseignement, le conseiller provincial peut prendre congé. Il notifie son congé, accompagné des pièces justificatives, au collège provincial par écrit. Le congé ne peut excéder un an par mandature.

§ 6. A l'occasion des congés visés aux paragraphes 1^{er} à 5, le conseil provincial procède au remplacement du conseiller provincial pour la durée du congé si la majorité des membres du groupe auquel il appartient le demande.

Il est remplacé par le suppléant appartenant à sa liste et arrivant le premier dans l'ordre indiqué à l'article L4145-14, après vérification de ses pouvoirs par le conseil provincial.

§ 7. Les paragraphes 1^{er} à 5 s'appliquent à partir de la première séance du conseil provincial suivant celle au cours de laquelle le conseiller provincial empêché a été installé. "

Art. 6. Dans l'article L2212-42, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, le mot " L2212-9 " est remplacé par le mot " L2212-50bis ".

Art. 7. Une sous-section 4 intitulée " Du congé à l'occasion de la naissance d'un enfant, de l'adoption d'un enfant ou d'une maladie grave " est introduite dans la section 3 du chapitre II du titre premier du livre II de la deuxième partie du même Code.

Art. 8. Dans le même Code, il est inséré un article L2212- 50bis dans la sous-section 4, insérée à l'article 7, rédigé comme suit :

" L2212- 50bis. § 1^{er}. À l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant, le député provincial peut prendre congé. Il notifie son congé au collège provincial par écrit en indiquant la date de début et de fin. La durée du congé est de maximum 20 semaines. Il prend fin au plus tard 20 semaines après la naissance ou l'adoption de l'enfant.

§ 2. Dans le cadre d'une maladie nécessitant une absence, attestée par un certificat médical d'incapacité de six mois minimum, le député provincial peut prendre congé pendant toute la durée couverte par ce certificat médical. Il notifie son congé au collège provincial par écrit en indiquant la date de début et de fin.

§ 3. La demande de congé en qualité de député provincial visée aux paragraphes ci-dessus est introduite si l'intéressé veut rester conseiller communal durant cette période. "

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 mars 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1012 (2017-2018) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 mars 2018.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/201827]

29. MÄRZ 2018 — Dekret zur Abänderung der Artikel L1122-6, L1123-5, L1123-32, L2212-9 und L2212-42 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung und zur Einfügung eines Artikels L2212-50bis (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel L1122-6 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L1122-6 - § 1. Anlässlich der Geburt oder Adoption eines Kindes, kann das Gemeinderatsmitglied Urlaub nehmen. Das Gemeinderatsmitglied notifiziert dem Gemeindegremium seinen Urlaub schriftlich unter Angabe des Anfangs- und Enddatums. Die Dauer des Urlaubs beträgt maximal 20 Wochen. Er endet spätestens 20 Wochen nach der Geburt oder der Adoption.

§ 2. Im Rahmen einer Krankheit, die eine Abwesenheit erfordert, die durch ein ärztliches Unfähigkeitsattest von mindestens drei Monaten bestätigt wird, kann das Gemeinderatsmitglied während der gesamten durch dieses ärztliche Attest abgedeckten Dauer Urlaub nehmen. Das Gemeinderatsmitglied benachrichtigt das Gemeindekollegium schriftlich über seinen Urlaub, wobei es das ärztliche Attest seinem Schreiben beifügt.

§ 3. Das Gemeinderatsmitglied, das einen Familienangehörigen bis zum zweiten Grad besitzt, der wie durch ein ärztliches Attest belegt

- an einer Krankheit leidet, die eine Abwesenheit wegen Arbeitsunfähigkeit von mindestens drei Monaten erfordert;

- Beistand oder Pflege bedarf;

- Palliativpflege bedarf,

kann während der gesamten durch dieses ärztliche Attest abgedeckten Dauer Urlaub nehmen. Das Gemeinderatsmitglied benachrichtigt das Gemeindekollegium schriftlich über seinen Urlaub, wobei es das ärztliche Attest seinem Schreiben beifügt.

§ 4. Anlässlich eines Auslandsaufenthalts von mindestens drei Monaten und höchstens einem Jahr aus beruflichen Gründen, der durch den Arbeitgeber oder im Falle eines freien Berufs oder einer Tätigkeit als Selbständiger durch eine ehrenwörtliche Erklärung bescheinigt wird, kann das Gemeinderatsmitglied Urlaub nehmen. Das Gemeinderatsmitglied benachrichtigt das Gemeindekollegium schriftlich über seinen Urlaub, wobei es seinem Schreiben die entsprechenden Belege beifügt. Die Urlaubsdauer darf ein Jahr pro Amtszeit nicht überschreiten.

§ 5. Anlässlich eines Auslandsaufenthalts von mindestens drei Monaten und höchstens einem Jahr aus akademischen Gründen, der durch seine Lehranstalt bescheinigt wird, kann das Gemeinderatsmitglied Urlaub nehmen. Das Gemeinderatsmitglied benachrichtigt das Gemeindekollegium schriftlich über seinen Urlaub, wobei es seinem Schreiben die entsprechenden Belege beifügt. Die Urlaubsdauer darf ein Jahr pro Amtszeit nicht überschreiten.

§ 6. Anlässlich der in den Paragraphen 1 bis 5 genannten Urlaube leitet der Gemeinderat ein Verfahren zur Ersetzung des Gemeinderatsmitglieds für die Dauer des Urlaubs ein, wenn die Mehrheit der Mitglieder der Fraktion, der es angehört, dies beantragt.

Es wird durch ein Ersatzmitglied ersetzt, das seiner Liste angehört und das entsprechend Artikel L4145-14 als erstes auf seiner Liste steht, nachdem dessen Mandat durch den Gemeinderat geprüft worden ist.

§ 7. Die Paragraphen 1 bis 5 sind jedoch nur ab der ersten Gemeinderatssitzung nach derjenigen anwendbar, im Laufe der das verhinderte Gemeinderatsmitglied in sein Amt eingesetzt wurde.“.

Art. 2 - In Artikel L1123-5 § 1 Absatz 2 desselben Kodex wird die Wortfolge „, § 2“ gestrichen.

Art. 3 - Der Titel von Abschnitt 9 von Teil 1, Buch I, Titel II, Kapitel III desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

“Urlaub anlässlich der Geburt eines Kindes, der Adoption eines Kindes oder einer schweren Krankheit.“.

Art. 4 - Artikel L1123-32 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L1123-32 - § 1. Anlässlich der Geburt oder der Adoption eines Kindes kann der Bürgermeister oder der Schöffe Urlaub nehmen. Er notifiziert dem Gemeindekollegium seinen Urlaub schriftlich unter Angabe des Anfangs- und Enddatums. Die Dauer des Urlaubs beträgt maximal 20 Wochen. Er endet spätestens 20 Wochen nach der Geburt oder der Adoption des Kindes.

§ 2. Im Rahmen einer Krankheit, die eine Abwesenheit erfordert, die durch ein ärztliches Unfähigkeitsattest von mindestens drei Monaten bestätigt wird, kann der Bürgermeister oder der Schöffe während der gesamten durch dieses ärztliche Attest abgedeckten Dauer Urlaub nehmen. Er notifiziert dem Gemeindekollegium seinen Urlaub schriftlich unter Angabe des Anfangs- und Enddatums.

§ 3. Der in den vorangegangenen Paragraphen genannte Antrag auf einen Urlaub in der Eigenschaft als Schöffe oder Bürgermeister wird eingereicht, wenn der Betroffene während dieses Zeitraums Gemeinderatsmitglied bleiben will.“.

Art. 5 - Artikel L2212-9 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L2212-9 - § 1. Anlässlich der Geburt oder Adoption eines Kindes hat das Provinzialratsmitglied Anrecht auf Urlaub. Das Provinzialratsmitglied notifiziert dem Provinzialkollegium seinen Urlaub schriftlich unter Angabe des Anfangs- und Enddatums. Die Dauer des Urlaubs beträgt maximal 20 Wochen. Er endet spätestens 20 Wochen nach der Geburt oder der Adoption.

§ 2. Im Rahmen einer Krankheit, die eine Abwesenheit erfordert, die durch ein ärztliches Unfähigkeitsattest von mindestens sechs Monaten bestätigt wird, kann das Provinzialratsmitglied während der gesamten durch dieses ärztliche Attest abgedeckten Dauer Urlaub nehmen. Das Provinzialratsmitglied benachrichtigt das Provinzialkollegium schriftlich über seinen Urlaub, wobei es das ärztliche Attest seinem Schreiben beifügt.“.

§ 3. Das Provinzialratsmitglied, das einen Familienangehörigen bis zum zweiten Grad besitzt, der wie durch ein ärztliches Attest belegt

- an einer Krankheit leidet, die eine Abwesenheit wegen Arbeitsunfähigkeit von mindestens sechs Monaten erfordert;

- Beistand oder Pflege bedarf;

- Palliativpflege bedarf,

kann während der gesamten durch dieses ärztliche Attest abgedeckten Dauer Urlaub nehmen. Das Provinzialratsmitglied benachrichtigt das Provinzialkollegium schriftlich über seinen Urlaub, wobei es das ärztliche Attest seinem Schreiben beifügt.

§ 4. Anlässlich eines Auslandsaufenthalts von mindestens drei Monaten und höchstens einem Jahr aus beruflichen Gründen, der durch den Arbeitgeber oder im Falle eines freien Berufs oder einer Tätigkeit als Selbständiger durch eine ehrenwörtliche Erklärung bescheinigt wird, kann das Provinzialratsmitglied Urlaub nehmen. Das Provinzialratsmitglied benachrichtigt das Provinzialkollegium schriftlich über seinen Urlaub, wobei es seinem Schreiben die entsprechenden Belege beifügt. Die Urlaubsdauer darf ein Jahr pro Amtszeit nicht überschreiten.

§ 5. Anlässlich eines Auslandsaufenthalts von mindestens drei Monaten und höchstens einem Jahr aus akademischen Gründen, der durch seine Lehranstalt bescheinigt wird, kann das Provinzialratsmitglied Urlaub nehmen. Das Provinzialratsmitglied benachrichtigt das Provinzialkollegium schriftlich über seinen Urlaub, wobei es seinem Schreiben die entsprechenden Belege beifügt. Die Urlaubsdauer darf ein Jahr pro Amtszeit nicht überschreiten.

§ 6. Anlässlich der in den Paragraphen 1 bis 5 genannten Urlaube leitet der Provinzialrat ein Verfahren zur Ersetzung des Provinzialratsmitglieds für die Dauer des Urlaubs ein, wenn die Mehrheit der Mitglieder der Fraktion, der es angehört, dies beantragt.

Es wird durch ein Ersatzmitglied ersetzt, das seiner Liste angehört und das entsprechend Artikel L4145-14 als erstes auf seiner Liste steht, nachdem dessen Mandat durch den Provinzialrat geprüft worden ist.

§ 7. Die Paragraphen 1 bis 5 sind jedoch nur ab der ersten Sitzung des Provinzialrats nach derjenigen anwendbar, in Laufe der das verhinderte Provinzialratsmitglied in sein Amt eingesetzt wurde.“.

Art. 6 - In Artikel L2212-42 § 1 Absatz 2 desselben Kodex wird die Nummer "L2212-9" durch die Nummer "L2212-50bis" ersetzt.

Art. 7 - Ein Unterabschnitt 4 mit dem Titel "Urlaub anlässlich der Geburt eines Kindes, der Adoption eines Kindes oder einer schweren Krankheit" wird in Abschnitt 3 von Teil 2, Buch II, Kapitel II desselben Kodex eingefügt.

Art. 8 - In denselben Kodex wird ein Artikel Art. L2212- 50bis mit folgendem Wortlaut in den in Artikel 7 eingefügten Unterabschnitt 4 eingefügt:

" L2212- 50bis. § 1. Anlässlich der Geburt oder Adoption eines Kindes hat der Provinzabgeordnete Anrecht auf Urlaub. Er notifiziert dem Provinzialkollegium seinen Urlaub schriftlich unter Angabe des Anfangs- und Enddatums. Die Dauer des Urlaubs beträgt maximal 20 Wochen. Er endet spätestens 20 Wochen nach der Geburt oder der Adoption des Kindes.

§ 2. Im Rahmen einer Krankheit, die eine Abwesenheit erfordert, die durch ein ärztliches Unfähigkeitsattest von mindestens sechs Monaten bestätigt wird, kann der Provinzabgeordnete während der gesamten durch dieses ärztliche Attest abgedeckten Dauer Urlaub nehmen. Er notifiziert dem Provinzialkollegium seinen Urlaub schriftlich unter Angabe des Anfangs- und Enddatums.

§ 3. Der in den vorangegangenen Paragraphen genannte Antrag auf einen Urlaub in der Eigenschaft als Provinzabgeordneter wird eingereicht, wenn der Betroffene während dieses Zeitraums Mitglied des Provinzialrats bleiben will.“.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 29. März 2018

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzung 2017-2018.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1012 (2017-2018) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. März 2018.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/201827]

29 MAART 2018. — Decreet tot wijziging van de artikelen L1122-6, L1123-5, L1123-32, L2212-9 en L2212-42 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en tot invoeging van een artikel L2212-50bis (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt : -

Artikel 1. Artikel L1122-6 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt vervangen als volgt :

“Art. L1122-6. § 1. Het gemeenteraadslid kan verlof nemen wegens de geboorte of de adoptie van een kind. Hij deelt zijn verlof schriftelijk aan het gemeentecollege mede met vermelding van de aanvangs- en einddatum. De duur van het verlof is maximum 20 weken. Het verlof eindigt uiterlijk 20 weken na de geboorte of de adoptie.

§ 2. In het kader van een ziekte die een afwezigheid veroorzaakt, en die door een medisch attest van arbeidsongeschiktheid van minstens drie maanden wordt gestaafd, kan het gemeenteraadslid verlof nemen tijdens de hele duur die door het attest gedekt is. Het lid deelt zijn verlof schriftelijk aan het gemeentecollege mede, vergezeld van het medisch attest.

§ 3. Het gemeenteraadslid van wie een lid van zijn gezin tot en met de tweede graad op basis van een medisch attest :

- aan een ziekte lijdt die een afwezigheid ingevolge arbeidsongeschiktheid van minstens drie maanden veroorzaakt;

- bijstand of verzorging vereist;

- een palliatieve verzorging nodig heeft,

kan verlof nemen tijdens de hele duur die door het attest gedekt is. Het lid deelt zijn verlof schriftelijk aan het gemeentecollege mede, vergezeld van het medisch attest.

§ 4. Ter gelegenheid van een verblijf in het buitenland van minstens drie maanden en maximum één jaar in beroepsmatig verband, dat door zijn werkgever of in het kader van een vrij beroep of van een activiteit van zelfstandige door een verklaring op erewoord bevestigd wordt, kan het gemeenteraadslid verlof nemen. Het lid deelt zijn verlof schriftelijk aan het gemeentecollege mede, vergezeld van de bewijsstukken. Het verlof mag niet hoger zijn dan één jaar per mandaatperiode.

§ 5. Ter gelegenheid van een verblijf in het buitenland van minstens drie maanden en maximum één jaar in een academisch kader, dat door zijn onderwijsinstelling wordt bevestigd, kan het gemeenteraadslid verlof nemen. Het lid deelt zijn verlof schriftelijk aan het gemeentecollege mede, vergezeld van de bewijsstukken. Het verlof mag niet hoger zijn dan één jaar per mandaatperiode.

§ 6. Ter gelegenheid van de verloven bedoeld in de §§ 1 tot 5 gaat de gemeenteraad tot de vervanging van het gemeenteraadslid voor de duur van het verlof over indien de meerderheid van de leden van de fractie waartoe hij behoort, erom verzoekt.

Het lid wordt vervangen door de opvolger van zijn lijst en die als eerste gerangschikt is overeenkomstig artikel L4145-14, na onderzoek van diens geloofsbrief door de gemeenteraad.

§ 7. De § 1 tot 5 gelden vanaf de eerste vergadering van de gemeenteraad na die waarop het gemeenteraadslid dat verhinderd is, geïnstalleerd is.”.

Art. 2. In artikel L1123-5, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “, § 2” opgeheven.

Art. 3. Het opschrift van afdeling 9, hoofdstuk III, Titel II, Boek I, van het eerste deel van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Verlof wegens de geboorte van een kind, de adoptie van een kind of een ernstige ziekte.”.

Art. 4. Artikel L1123-32 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. L1123-32. § 1. De burgemeester of de schepen kan verlof nemen wegens de geboorte of de adoptie van een kind. Hij deelt zijn verlof schriftelijk aan het gemeentecollege mede met vermelding van de aanvangs- en einddatum. De duur van het verlof is maximum 20 weken. Het verlof eindigt uiterlijk 20 weken na de geboorte of de adoptie van het kind.

§ 2. In het kader van een ziekte die een afwezigheid veroorzaakt, en die door een medisch attest van arbeidsongeschiktheid van minstens drie maanden wordt gestaafd, kan de burgemeester of de schepen verlof nemen tijdens de hele duur die door het attest gedekt is. Hij deelt zijn verlof schriftelijk aan het gemeentecollege mede met vermelding van de aanvangs- en einddatum.

§ 3. De verlofaanvraag als schepen of burgemeester die in de hierboven vermelde paragrafen bedoeld is, wordt ingediend indien de betrokkene tijdens die periode gemeenteraadslid wil blijven.”.

Art. 5. Artikel L2212-9 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

“Art. L2212-9. § 1. Het provincieraadslid kan verlof nemen wegens de geboorte of de adoptie van een kind. Hij deelt zijn verlof schriftelijk aan het provinciecollege mede met vermelding van de aanvangs- en einddatum. De duur van het verlof is maximum 20 weken. Het verlof eindigt uiterlijk 20 weken na de geboorte of de adoptie.

§ 2. In het kader van een ziekte die een afwezigheid veroorzaakt, en die door een medisch attest van arbeidsongeschiktheid van minstens zes maanden wordt gestaafd, kan het provincieraadslid verlof nemen tijdens de hele duur die door het attest gedekt is. Het lid deelt zijn verlof schriftelijk aan het provinciecollege mede, vergezeld van het medisch attest.

§ 3. Het provincieraadslid van wie een lid van zijn gezin tot en met de tweede graad op basis van een medisch attest :

- aan een ziekte lijdt die een afwezigheid ingevolge arbeidsongeschiktheid van minstens zes maanden veroorzaakt;
- bijstand of verzorging vereist;
- een palliatieve verzorging nodig heeft,

kan verlof nemen tijdens de hele duur die door het attest gedekt is. Het lid deelt zijn verlof schriftelijk aan het provinciecollege mede, vergezeld van het medisch attest.

§ 4. Ter gelegenheid van een verblijf in het buitenland van minstens drie maanden en maximum één jaar in beroepsmatig verband, dat door zijn werkgever of in het kader van een vrij beroep of een activiteit als zelfstandige door een verklaring op erewoord bevestigd wordt, kan het provincieraadslid verlof nemen. Het lid deelt zijn verlof schriftelijk aan het provinciecollege mede, vergezeld van de bewijsstukken. Het verlof mag niet hoger zijn dan één jaar per mandaatperiode.

§ 5. Ter gelegenheid van een verblijf in het buitenland van minstens drie maanden en maximum één jaar in een academisch kader dat door zijn onderwijsinstelling wordt bevestigd, kan het provincieraadslid verlof nemen. Het lid deelt zijn verlof schriftelijk aan het provinciecollege mede, vergezeld van de bewijsstukken. Het verlof mag niet hoger zijn dan één jaar per mandaatperiode.

§ 6. Ter gelegenheid van de verloven bedoeld in de §§ 1 tot 5 gaat de provincieraad tot de vervanging van het provincieraadslid voor de duur van het verlof over indien de meerderheid van de leden van de fractie waartoe hij behoort, erom verzoekt.

Het lid wordt vervangen door de opvolger van zijn lijst en die als eerste gerangschikt is overeenkomstig artikel L4145-14, na onderzoek van diens geloofsbrieven door de provincieraad.

§ 7. De §§ 1 tot 5 gelden vanaf de eerste vergadering van de provincieraad na die waarop het provincieraadslid dat verhinderd is, geïnstalleerd is.”.

Art. 6. In artikel L2212-42, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “L2212-9” vervangen door het woord “L2212-50bis”.

Art. 7. Er wordt een onderafdeling 4 met als opschrift “Verlof wegens de geboorte van een kind, de adoptie van een kind of een ernstige ziekte” ingediend in afdeling 3, hoofdstuk II, Titel I, Boek II van het Tweede Deel van hetzelfde Wetboek.

Art. 8. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel L2212-50bis in onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 7, ingevoegd, luidend als volgt :

“L2212- 50bis. § 1. De provinciaal gedeputeerde kan verlof nemen wegens de geboorte of de adoptie van een kind. Hij deelt zijn verlof schriftelijk aan het provinciecollege mede met vermelding van de aanvangs- en einddatum. De duur van het verlof is maximum 20 weken. Het verlof eindigt uiterlijk 20 weken na de geboorte of de adoptie van het kind.

§ 2. In het kader van een ziekte die een afwezigheid veroorzaakt, en die door een medisch attest van arbeidsongeschiktheid van minstens zes maanden wordt gestaafd, kan de provinciaal gedeputeerde verlof nemen tijdens de hele duur die door het attest gedekt is. Hij deelt zijn verlof schriftelijk aan het provinciecollege mede met vermelding van de aanvangs- en einddatum.

§ 3. De verlofaanvraag als provinciaal gedeputeerde die in de hierboven vermelde paragrafen bedoeld is, wordt ingediend indien de betrokkene tijdens die periode gemeenteraadslid wil blijven.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 maart 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1012 (2017-2018) Nrs 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 28 maart 2018.

Bespreking.

Stemming.